

Le pacte écologique de Nicolas Hulot révèle les failles des Verts français

58

Partout dans le monde, la cause écologique a de toute urgence besoin d'une traduction politique. C'est particulièrement vrai en France, où les Verts peinent à progresser au niveau national. Une situation qui explique en grande partie l'initiative de Nicolas Hulot lors des élections présidentielles en cours... mais qui pourrait avoir pour conséquence de fragiliser encore un peu plus les Verts.

Excepté au bord de la Méditerranée, l'écologie politique gagne du terrain un peu partout en Europe. Avec l'appui des associations écologistes – des grosses comme des petites –, les partis politiques écologistes obtiennent peu à peu des avancées significatives.

En France, les sondages indiquent une montée des préoccupations pour l'environnement et le changement climatique. Mais, malgré cet arrière-fond favorable et la crédibilité souvent grande dont ils jouissent aux niveaux local et régional, notamment à Paris et en Ile-de-France, les Verts français ne parviennent pas à enclencher une dynamique positive à l'échelon national. Un écueil d'autant plus dommageable que la politique française est très centralisée.

Conséquence : il est à peine excessif de dire que l'écologie est en rade en France, pays parmi les plus rétifs à appliquer les directives européennes sur l'environnement. Et c'est ce manque de relais politique efficace au niveau national qui a créé un appel d'air lors de la campagne électorale en cours et que Nicolas Hulot tente de combler avec son pacte écologique (LaRevueDurable, 2006-2007).

Le 7 novembre 2006, menaçant de se présenter à l'élection présidentielle si les principaux candidats ne le signaient pas, il a propulsé l'écologie à la une des médias comme aucun

candidat représentant un parti écologiste n'a su le faire – outre Dominique Voynet, des Verts, Corinne Lepage (Cap21), France Gamerre (Génération écologie) et Antoine Waechter (Mouvement des écologistes indépendants).

Et cela, Nicolas Hulot a réussi à l'accomplir en dépit de la vive et compréhensible irritation que suscite chez une partie des écologistes français la contradiction évidente entre, d'un côté, les convictions écologiques qu'il met en avant et son authentique engagement pour cette cause et, de l'autre, ses activités professionnelles et son style de vie.

Ayant finalement renoncé le 22 janvier – après d'intenses hésitations – à se présenter, il a, quelques jours plus tard, organisé une journée durant laquelle dix candidats signataires de son pacte, dont Ségolène Royal (PS), Nicolas Sarkozy (UMP) et François Bayrou (UDF), se sont tour à tour exprimés devant une assemblée composée de représentants d'associations écologistes et de cinquante

citoyens « ordinaires » signataires du pacte. Chaque candidat avait un quart d'heure pour expliquer comment il comptait s'y prendre pour défendre l'écologie au cas où il serait appelé à la magistrature suprême du pays.

Chacun a tâché d'être le plus persuasif possible pour déclarer sa flamme à la maison qui brûle, prenant position sur les cinq propositions du pacte : le poste de vice-premier ministre du développement durable, la taxe carbone progressive pour réduire le plus vite possible les émissions de dioxyde de carbone (CO₂), la réorientation immédiate des subventions agricoles vers une agriculture de qualité, le renforcement de la démocratie participative autour de la durabilité et la mise en place d'une politique ambitieuse d'éducation et de sensibilisation à l'écologie (Hulot, 2006).

Evoquant cette journée phare lors de l'émission « CO₂ mon amour », le 10 février sur *France Inter*, le botaniste, écrivain et écolo-

L'effet Hulot gagne la Belgique

Mardi 12 décembre, Elio Di Rupo, président du Parti socialiste belge, est à Paris. Vient-il soutenir Ségolène Royal ? Non : il est là pour rencontrer Nicolas Hulot, discuter « des menaces environnementales qui pèsent aujourd'hui sur notre planète [et avoir] un échange sur la façon de conscientiser le grand public et le monde politique », indique le site du PS belge.

Elio Di Rupo s'intéresse au pacte écologique. Et dans la perspective des élections législatives belges de juin 2007, Nicolas Hulot aimerait inclure la Belgique dans son pacte avec le concours de la branche belge de sa fondation.

« D'une manière générale, on a en Belgique à peu près la même difficulté qu'en France : tous les partis présentent en ce moment le changement climatique comme un enjeu essentiel, témoigne Christophe Derenne. Depuis 2005, le Parti Ecolo célèbre l'entrée en vigueur du protocole de Kyoto le 16 février. Notre 1^{er} Mai à nous. L'occasion d'animer une semaine

dédiée au climat. Mais pour les autres partis aussi, c'est devenu une occasion de se manifester ! Tous y vont à fond sur le climat.

» Ainsi, nous venons de présenter notre plan, continue Christophe Derenne : l'Union nationale pour le climat, sur lequel nous avons énormément travaillé. L'objectif est de parvenir à -30% de CO₂ en 2020 avec des méthodes, des propositions précises, des étapes intermédiaires. C'est un programme complet, ambitieux et réaliste dans un pays aux institutions particulièrement compliquées, donc peu efficaces.

» Mais les autres partis vont faire des conférences de presse pour se positionner sur le même créneau alors que leurs plans climat sont sans commune mesure avec le nôtre. Il y a donc pour nous un risque que nous perdions la bataille de la communication, surtout si les associations ne nous soutiennent pas », s'inquiète Christophe Derenne.

giste Jean-Marie Pelt a conclu : « Le glissement de l'écologie au cœur du débat politique est en train de s'accomplir. » Et au vu de tant de déclarations d'intention, il est effectivement très tentant de croire que les partis traditionnels sont bel et bien en train de s'approprier la donne écologique.

Dès lors, la retombée politique la plus logique de l'opération Hulot à laquelle il faut s'attendre est un affaiblissement supplémentaire des partis écologistes en France : quel besoin, en effet, de voter pour l'un des candidats verts pour défendre la cause écologique si l'on est convaincu que les six candidats non écologis-

tes signataires du pacte, auquel il faut ajouter José Bové (notamment soutenu par les Verts Francine Bavay et Gilles Lemaire), feront de l'écologie une pièce maîtresse de leur action présidentielle ?

Regards belge et suisse

Directeur d'Etopia, institution du Parti Ecolo belge basée à Namur qui anime une réflexion prospective participative sur l'écologie, Christophe Derenne reste lucide : « Ma conviction profonde est que chaque parti a ses fondamentaux ou plutôt son « critère fondamental ».

» Et en négociation – accords de majorité gouvernementale ou arbitrages en cours de législature – chacun se replie sur ses fondamentaux : les socialistes privilégieront toujours le social, les libéraux moins de fiscalité et les écologistes la préservation des conditions de vie des générations futures et des plus précarisés. Et en second lieu seulement, un parti fait une éventuelle (petite) place pour une autre priorité.

» Soyons clairs, poursuit Christophe Derenne : l'écologie ne fait pas partie des fondamentaux des partis non écologistes.

Le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD), par exemple, ne va pas se transformer en parti Vert. Les enjeux demandent des efforts tellement colossaux que les Grünen seront toujours irremplaçables en Allemagne. »

De même, le ministre de l'Economie et de la technologie Michael Gros (proche de la CDU) n'a semble-t-il aucun état d'âme à intervenir à Bruxelles pour protéger les intérêts à court terme des grosses voitures allemandes (voir l'article page 65). Et aucun écologiste dans la coalition gouvernementale n'est en mesure de tempérer cette action.

Ce qui fait dire à Patrice Mugny, chef du Département des affaires culturelles de la Ville de Genève et coprésident des Verts suisses en 2002 et 2003 : « Quelques jours après avoir tenu un discours très écologiste, Angela Merkel soutient cette action anti-écologique notoire. Elle imite Jacques Chirac, qui mène depuis dix ans une politique anti-écologique qui contredit ses discours. »

Pourquoi cette incapacité des partis non écologistes à joindre les actes à la parole avec l'écologie ? « Lorsqu'ils veulent poser des actes écologistes, répond Christophe Derenne, ils doivent faire face à leurs électeurs, les lobbies dont ils sont proches, leurs relais classiques ou les médias de masse. Et immanquablement, ils plient.

» Il faut tellement de volonté pour résister aux lobbies que seuls des partis qui font de l'écologie le cœur de leur positionnement sont capables d'y parvenir et de poser des ac-

Voter pour la planète

Pendant toute la campagne présidentielle, l'Alliance pour la planète ne lâchera pas d'une semelle les principaux candidats en lice. Cette coalition de 72 associations environnementales a évalué l'action des partis de 1997 à 2006. Avec 11 sur 20, les Verts arrivent en tête. Suivent – très loin – le PS (6,5), le PC (5,5), l'UDF (5) et l'UMP (4,5).

Une évaluation des programmes des candidats évoluera au cours de la campagne au gré des déclarations et des engagements consolidés des uns et des autres. En outre, l'Alliance a défini 24 mesures essentielles pour inverser la tendance anti-écologique caractérisée de la politique française.

Treize propositions phares de l'Alliance

- Lancer immédiatement un Plan national pour isoler 400 000 logements anciens par an.
- Réglementer la consommation d'énergie primaire pour le chauffage à 50 kWh/m²/an pour toute construction neuve dès 2010 (contre une fourchette de 80 à 200 actuellement).
- Affecter 5 milliards d'euros aux transports en commun urbains.
- Etablir un moratoire sur la construction d'autoroutes.

- Produire 15 % (actuellement 6 %) d'énergie primaire à partir d'énergies renouvelables d'ici 2012.
- Suspendre le projet de nouveau réacteur nucléaire EPR.
- Trier et traiter 80 % des déchets ménagers par méthanisation, compostage, recyclage et réemploi.
- Etablir une écotaxe progressive de 0 à 30 % sur les biens et services en fonction de leur impact écologique.
- Convertir 25 % des terres agricoles en agriculture biologique.
- Mettre en place un moratoire sur la culture d'OGM en milieu ouvert.
- Mettre fin aux subventions sur les produits agricoles qui nuisent aux pays du Sud.
- Lancer un Plan national d'éducation, de formation et de sensibilisation du public sur les solutions à apporter à la crise écologique.
- Réglementer la publicité mensongère sur l'écologie et les produits les plus polluants.

LRD

Cornes de bouc, je suis vert!



Mille sabords tu es vert pâle!

tes ambitieux. » Et Christophe Derenne de renvoyer à la réflexion de députés grünen qui prédisent, partant de leur expérience, un grand avenir à l'écologie en politique (Loske et coll., 2006).

« Nicolas Hulot bénéficie d'un énorme capital de sympathie, reprend Patrice Mugny. Mais cela ne le met pas en position de se substituer au politique. Il y a du marketing écologique dans la posture des différents partis à son égard. La situation est donc difficile à évaluer. D'un côté, il est positif qu'il fasse évoluer les consciences. De l'autre, il faudrait un cadre plus politique pour faire avancer la cause.

Le (dys) fonctionnement des Verts français

« Le fonds du problème, continue Patrice Mugny, c'est l'état consternant des Verts français. Ils sont en permanence pris dans des querelles de chapelles, des conflits, des coups dans le dos... Ils ont un discours sur le vivre ensemble, la convivialité, le collectif plutôt que l'individuel. Et ils passent leur temps à se faire la guerre. »

La solution ? « Qu'ils fassent enfin de la politique ! Qu'ils comprennent que les débats ont lieu au niveau des idées, pas des personnes. Que lorsqu'une assemblée prend une décision, ce n'est pas une défaite pour ceux qui n'ont pas eu gain de cause, mais le cours normal de la vie politique. »

Les Verts français seraient-ils incapables de faire de la politique ? « Beaucoup de partis verts se sont organisés en s'inspirant des partis d'extrême-gauche, fonctionnant non pas « en ligne » (où un congrès redéfinit une ligne politique au suffrage universel des membres) mais en « fraction », explique Christophe Derenne. Dans ce modèle, les courants s'accumulent et en changer est considéré comme une trahison. Cela crée des guerres incessantes qui rigidifient les dynamiques internes.

« Si on ajoute à cela des directions ultracollectives, composées de dix à vingt personnes élues individuellement, on aboutit à des partis ingouvernables. Seuls les partis Verts qui ont abandonné ce modèle au cours des années 1990 pour fonctionner « en ligne » et avec une direction homogène ont réussi à devenir efficaces et à se maintenir au-dessus de 5%.

« En général, il leur a fallu pour cela se débarrasser de leur extrême-gauche. Le Parti Ecolo belge l'a fait. Pas les Verts français. Ce qui les fragilise d'autant plus qu'ils sont confrontés à de gros calibres comme un Nicolas Hulot ou un José Bové. »

Tentation

On comprend la tentation de Nicolas Hulot : sans doute est-il persuadé qu'il aurait pu rallier plus de voix au premier tour que les quatre candidats écologistes ensemble. Mais l'une des trois raisons pour lesquelles il a préféré se retirer, c'est précisément de ne pas nuire aux partis verts.

Maintenant qu'il n'est plus dans la course, il cherche à recueillir un million de signatures à son pacte écologique pour disposer d'un moyen supplémentaire de peser sur celle ou celui qui présidera la France. Car il est bien évident que la première présidente des Français ne sera pas Dominique Voynet. ■

Sébastien Genest*

Nous et Nicolas Hulot

Une chose est sûre : Nicolas Hulot aura réussi à imposer la question de l'urgence écologique au cœur de la campagne électorale. Avec conviction, il a servi ce combat pour la protection de l'environnement en rappelant qu'il s'agit du combat de tous : le réchauffement climatique et la disparition de la biodiversité concernent chacun d'entre nous et nos enfants.

Il était temps. Depuis plus de trente ans, les milliers d'associations fédérées au sein de France Nature Environnement (FNE) se battent tous les jours, sur le terrain, pour alerter nos

concitoyens et nos responsables sur le risque pour l'homme de scier la branche sur laquelle il est assis. Ce combat a été utile. Des projets irrationnels ont échoué, des décisions dangereuses ont été évitées, des idées et des mouvements politiques sont nés.

Ce combat n'a toutefois pas permis de diffuser une véritable culture écologique parmi tous nos responsables politiques et économiques. Le budget dérisoire du Ministère de l'écologie en atteste aussi bien que l'opposition sans cesse réalisée entre économie et écologie.

Ne boudons pas notre plaisir. La démarche, la diffusion et la signature du pacte écologique ont permis d'interpeller la classe politique, de faire circuler l'information et de donner une

* Sébastien Genest est président de France Nature Environnement (FNE), fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement.

dimension nouvelle au débat sur l'environnement. Il ne faut cependant pas s'y tromper. Si Nicolas Hulot a ouvert la voie, il ne pourra seul maintenir la question de l'urgence écologique au cœur du débat public pendant bien longtemps.

Certes, les journaux télévisés nous montrent chaque soir les images d'une Terre qui va mal. Certes, les hommes et les femmes qui se présenteront au suffrage universel parlent des conséquences dramatiques de notre modèle de développement. Pourtant, force est de constater que des projets irrationnels continuent de prospérer, grâce à l'action du lobby des pollueurs.

Plus grave, les communicants du développement durable ont déjà récupéré la thématique du réchauffement climatique pour détourner l'attention de ses causes complexes et mettre de nouveaux produits sur le marché – comme les agrocarburants ou le réacteur nucléaire EPR – comme autant de fausses solutions. Le marché a donc commencé à recycler le pacte écologique.

Demain, si l'on n'y prend garde, lorsque les élections seront passées, notre société de communication aura digéré le message de Nicolas Hulot et le discours marketing sur le développement durable réduira de nouveau l'écologie à une émotion publicitaire. Or, demain – on le sait maintenant – il sera vraiment trop tard. Il faut donc enrayer tout de suite la machine à détruire sans penser que la compensation ou la technique nous tireront d'affaire. Pour ce faire, nous devons transformer maintenant l'essai marqué par Nicolas Hulot et opérer une véritable révolution culturelle.

Cela suppose tout d'abord que tout le monde, élèves des écoles et des grandes écoles, soit informé des enjeux écologiques dans leur complexité. Réfléchir au réchauffement climatique n'a aucun sens si l'on ne tient pas compte des interactions entre tous les éléments de l'écosystème et de toutes les causes de sa dégradation. C'est à ce prix que les remèdes ne seront pas pires que le mal.

Cette révolution culturelle suppose également qu'aucune décision publique ne puisse

être prise sans étude de son impact sur l'environnement. De ce point de vue, la création d'un poste de vice-premier ministre chargé de vérifier l'intérêt environnemental de tous les choix publics présente un intérêt évident pour diffuser la culture de l'écologie parmi nos responsables publics et privés.

Ils doivent comprendre que la protection de l'environnement n'est pas une politique publique mineure de plus mais doit être au cœur de toutes les politiques publiques. Santé, emploi, agriculture... autant d'administrations et de secteurs d'activité concernés.

Un vice-premier ministre ne servira toutefois à rien si le ministre de l'Environnement n'a pas les moyens financiers et humains d'une véritable politique de préservation de la biodiversité et de la ressource en eau, de prévention des risques et d'évaluation environnementale.

La révolution culturelle appelée de nos vœux doit également influencer sur les conditions de définition de l'intérêt général. Loin des débats ou enquêtes publics tronqués, où la décision est prise avant la consultation, il importe notamment de rénover le statut des associations et de ne plus les considérer, avec condescendance, comme un mal nécessaire.

Enfin, notre système de production, fondé sur les mythes de l'abondance et de la croissance quantitative, sur la destruction des richesses naturelles et le gaspillage ne peut plus perdurer.

A lire les programmes des candidats, cette révolution culturelle reste à faire. L'écologie se résume encore trop souvent à des catalogues de solutions consensuelles alors que nous avons à faire un choix de civilisation. Il faut faire évoluer ces programmes. L'écologie a donc besoin d'émotion, mais plus encore d'intelligence collective. ■

Opérer une véritable révolution culturelle



ÉLÉMENTS PRATIQUES

Visionner l'audition des dix candidats qui ont signé le pacte écologique le 31 janvier : www.pacte-ecologique-2007.org

Pour voter pour la planète, un tour sur le site de l'Alliance avant de glisser son bulletin dans l'urne s'impose : www.lalliance-2007.org

France Nature Environnement (FNE) a formulé sa propre liste de cent propositions. Pour suivre les positions des candidats par rapport aux revendications de FNE : www.fne.asso.fr/elections2007

BIBLIOGRAPHIE

HULOT N. *Pour un pacte écologique*, Calmann-Lévy, 2006.

LA REVUE DURABLE. *Le défi de Nicolas Hulot*, LaRevueDurable n° 23, 55, décembre 2006-janvier-février 2007.

LOSKE R ET COLL. *Pour un nouveau réalisme dans la politique environnementale*, Etopia, revue d'écologie politique, n° 2, 209-214, décembre 2006.